

La violence à l'agenda de la Banque interaméricaine de développement : cadrage, statistiques et approche épidémiologique

Nordin Lazreg¹

Résumé

Alors qu'il ne figure initialement pas dans le mandat de la Banque interaméricaine de développement (BID), le problème de la violence fait son entrée dans l'agenda de l'organisation au milieu des années 1990. Dans cet article, je reviens sur cette période pour examiner comment la BID parvient à s'affirmer comme un acteur crédible en matière de réduction de la violence. Dans un premier temps, je mets en évidence la façon dont l'adoption d'un cadrage économique du problème de la violence et l'usage des statistiques permettent à la BID de faire accepter l'inscription de cet enjeu à son agenda. Dans un second temps, je montre comment l'alliance que la BID noue avec les acteurs de la santé publique rend acceptable son implication en matière de réduction de la violence.

Mots-clés:

Banque interaméricaine de développement (BID); violence; cadrage; certification; santé publique; approche épidémiologique

Abstract:

Even though violence reduction is not initially part of the Inter-American Development Bank (IADB)'s mission, the problem of violence is placed on the organization's agenda in the mid-1990s. In this article, I examine this period to highlight how the IADB comes to establish itself as a credible actor in this topic. First, I show how the Bank strategically frames the problem and uses statistics so that other actors consider this new agenda as legitimate. Second, I detail how the IADB also manages to legitimate its involvement in violence reduction by creating a new alliance with public health actors.

Keywords:

Inter-American Development Bank (IADB); violence; framing; certification; public health; epidemiological approach

¹ Nordin Lazreg est actuellement chercheur en science politique à l'Université de Montréal où il a obtenu son doctorat en 2017. Membre de l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (OPALC), il est également diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'une licence en science politique de l'Université Lumière Lyon 2. Il s'intéresse aux politiques publiques de contrôle et prévention de la violence urbaine en Amérique latine, notamment à leur efficacité, à leur impact sur les droits de la personne et aux discours qui les accompagnent. La recherche qu'il a menée dans le cadre de son doctorat porte plus précisément sur la circulation transnationale de l'idée de la sécurité citoyenne (*seguridad ciudadana*) et sur son réseau de promoteurs en Amérique latine.

Introduction

En octobre 2015, la Banque interaméricaine de développement (BID) organisait à Quito la « Semaine de la sécurité citoyenne ». Celle-ci s'articulait autour d'un « Dialogue régional de politiques de sécurité citoyenne », le troisième depuis 2012, et d'une « Clinique intensive de formation en sécurité citoyenne », la septième depuis 2008. Ce genre de rencontres n'est pas nouveau pour la Banque. En février 1996, à l'initiative de la BID, avait lieu à Washington le colloque « Vers une approche intégrale du développement : éthique, violence et sécurité citoyenne ». En mars 1997 et juillet 1999, l'institution organisait à Rio de Janeiro respectivement le séminaire « Défis de la violence criminelle urbaine » et la « Conférence régionale sur les programmes municipaux pour la prévention de la violence ». En juin 1998, le « Forum de *convivencia* et sécurité citoyenne » se tenait à San Salvador, là encore à l'initiative de la BID. Ces rencontres, combinées à la publication de rapports sur la violence et le crime dans les Amériques (BID 2003, 2012 ; Sherman 2012) et à la création d'une Division de la sécurité citoyenne au sein de la Banque, reflètent un engagement certain de la BID en matière de réduction de la violence et du crime depuis une vingtaine d'années. Pourtant, la réduction de la violence ne figure pas dans le mandat initial de la BID qui vise à promouvoir le développement économique (BID 1959, 1994 ; Tussie 1995). En inscrivant le problème de la violence à son agenda, la Banque fait donc incursion dans un nouveau secteur d'intervention.

Découpage sectoriel de la réalité oblige, un tel scénario amène le nouvel entrant à devoir s'affirmer face aux acteurs concurrents qui occupent déjà ce champ d'action et qui revendiquent « une expertise légitime, car fondée sur un savoir spécialisé susceptible de définir des modes d'action en fonction d'un diagnostic sur les problèmes et l'élaboration de solutions » (Muller 2005, 181). Dans cet article, je m'intéresse donc à la façon dont la Banque travaille à rendre légitime l'incorporation de l'enjeu de la violence à son agenda. Pour cela, je m'appuie sur les travaux qui montrent que la façon de cadrer les problèmes publics permet aux acteurs de revendiquer une certaine autorité à prendre la parole en même temps qu'une capacité à régler le problème (Stone 2002 ; Barnett et Finnemore 2004 ; Boussaguet 2009). Je m'inspire également des travaux qui montrent que le cadrage et la certification peuvent faciliter la création de nouvelles

alliances dont peuvent profiter les nouveaux acteurs pour se positionner (Ancelovici et Jenson 2012).

Mon analyse repose sur un corpus de textes variés produits par la BID : publications officielles, documents de travail, rapports d'experts ou de consultants extérieurs, actes de colloques et mémoires de séminaires. Je complète ces informations par quelques entretiens avec des acteurs et témoins de ce processus. Dans la section II, je montre que l'inscription de la violence à l'agenda de la BID va de pair avec le déploiement d'un cadrage du problème en enjeu économique et l'utilisation stratégique de statistiques qui rendent légitime l'incursion de l'organisation dans ce domaine. Dans la section III, je m'attarde sur la façon dont la BID s'affirme comme un acteur légitime par la création d'une alliance avec les acteurs de la santé publique.

De l'utilité du cadrage économique de la violence

C'est timidement que la Banque commence à ouvrir son agenda à l'enjeu de la violence en Amérique latine au milieu des années 1990. Cela n'est pas sans lien avec son manque d'expertise en la matière et la réticence des gouvernements nationaux qui, de l'aveu de son ancien président, l'Uruguayen Enrique Iglesias García, sont peu enclins à voir un acteur tiers s'ingérer dans les affaires de sécurité intérieure (Iglesias 2015). D'ailleurs, jusqu'en 1998, l'intérêt de la BID pour la violence se manifeste essentiellement par l'organisation ou la participation à des rencontres de réflexion sur cette question². En 1996, la BID organise à Washington son premier colloque thématique sur la violence (BID 1996). Signe qu'à ce moment la Banque se cherche encore, un témoin se souvient de l'événement comme d'une « petite conférence, sans information » pour laquelle « il n'y avait pas grand-chose d'écrit » (Frühling 2015). C'est également l'impression qui ressort du profil de certains invités, particulièrement d'une poignée de représentants religieux qui, de l'avis de ce participant, « n'avai[en]t pas grand-chose à voir avec le thème » (Frühling 2015).

Si la BID avance à petits pas sur cette thématique, c'est aussi parce qu'elle doit s'en tenir aux objectifs et fonctions fixés à l'article premier de son texte fondateur (BID 1959). Elle doit justifier ses activités à l'aune du mandat qui lui a été conféré. À en juger par son rapport annuel et les interventions de

² De 1993 à 1999, la BID prend part à quatorze rencontres sur la violence et la sécurité dont certaines qu'elle a elle-même organisées (BID 1996; 1998b; Sapoznikow, Salazar et Carrillo 2000; Guerrero 1997; 1999).

son président, le discours de la BID sur ce problème et sur sa contribution propre s'avère inexistant lors des premières années (BID 1994, 33; Ordenes et Vanolli 1994). Puis, une esquisse d'argumentation ressort du discours d'accueil du président Iglesias lors de la conférence de 1996. Dans ce qui s'apparente à un plaidoyer, le dirigeant évoque clairement la question de l'adéquation entre les missions de son institution et le thème de la violence qu'il classe explicitement parmi les « enjeux non économiques »³ (Iglesias 1996, 1). C'est au nom de grands principes de dévouement et d'engagement de la BID auprès des peuples latino-américains et au nom de sa supposée particularité qu'Iglesias justifie l'implication de celle-ci dans un domaine qui ne relève initialement pas de son mandat. Un tel argument n'est pas étonnant considérant le manque d'expertise de la BID en matière de réduction de la violence. Il illustre d'ailleurs comment les organisations internationales peuvent utiliser les principes qu'elles sont censées servir afin de faire valoir leur autorité et la légitimité de leur intervention (Barnett et Finnemore 2004).

Toutefois, un cadrage économique du problème de la violence finit par s'imposer. Plus précisément, l'accent est mis sur le coût économique de la violence et les conséquences néfastes de celle-ci sur le développement économique des pays latino-américains. Lutter contre la violence aiderait par conséquent la Banque à mener à bien ses objectifs de croissance économique, de réduction de la pauvreté et d'amélioration du bien-être des individus. Un tel cadrage de la violence en enjeu économique rend acceptable l'inscription de la réduction de la violence à l'agenda de la BID. D'un point de vue juridique, cet argumentaire permet à la Banque de passer « le test de la justification économique qui est requis par [sa] Charte » (Buvinic, Alda et Lamas 2005, 5). Ce faisant, il permet à ceux qui, comme le président Iglesias et l'expert chilien Luis Ratinoff, poussent en interne pour l'inscription du problème de la violence à l'agenda de la BID de glaner des appuis politiques.

Ce cadrage offre également à la BID la possibilité d'aller chercher le soutien de certaines communautés de politiques publiques. En effet, l'argumentaire économique de la BID n'est pas sans lien avec plusieurs idées qui circulent dans l'arène transnationale à cette période. D'une part, les années 1990 sont marquées par une effervescence politique et universitaire autour de l'articulation et

de l'imbrication entre sécurité et développement (Stern et Öjendal 2010). Émergent des discours d'universitaires, de praticiens et de décideurs qui brouillent les frontières conceptuelles et empiriques traditionnelles entre la sécurité et le développement, démontrant qu'il est impossible d'avoir l'un sans l'autre. Conforme à l'air du temps, le cadrage économique de la violence par la BID bénéficie par conséquent d'un écho favorable. D'autre part, l'argument économique ressort comme un élément récurrent du discours des professionnels de la santé publique dans les Amériques. En effet, pour justifier leur implication en matière de réduction de la violence, ceux-ci avancent notamment que la violence constitue un fardeau économique, notamment pour le secteur de la santé publique (Franco 1990; OPS 1993; Winett 1998). Ces liens tissés par la BID avec les acteurs de la santé publique sont détaillés dans le reste de cet article.

Le cadrage économique de la violence déployé par la BID s'accompagne d'un usage stratégique des nombres. En effet, l'organisation entend apporter la preuve du coût économique de la violence par une évaluation quantitative des effets de celle-ci sur l'économie des pays de la région. Cette entreprise de quantification débute à l'automne 1995 lorsque la BID s'associe à l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) pour organiser l'atelier « Mesure des coûts de la violence » à Caracas (Bobadilla *et al.* 1996). Toutefois, aucun des experts présents à la rencontre n'est rattaché à la Banque; et la gestion de l'événement est entre les mains des acteurs de la santé publique (Bobadilla *et al.* 1996, 22-3; Concha-Eastman *et al.* 1996, 323-4). Le projet démarre officiellement en 1996 lorsque le Bureau de l'économiste en chef de la BID lance un concours auprès des chercheurs d'Amérique latine. Huit groupes de recherche de six pays différents⁴ sont retenus pour le projet intitulé « Épidémiologie et Coûts de la Violence en Amérique latine ». Les études sont menées à bien entre juillet 1996 et juillet 1997 (CEDE 1998; CISALVA 1998; FUNSALUD 1998; Instituto Apoyo 1998; ISER 1998; IUDOP 1998; IESA et LACSO 1999).

⁴ Les centres sélectionnés sont : Fundación mexicana para la salud (FUNSALUD), Instituto universitario de opinión pública (IUDOP) au Salvador, Centre de investigación en salud y violencia (CISALVA) à Cali, Centro de desarrollo económico (CEDE) à Bogota, Instituto de estudios superiores de administración (IESA) et Laboratorio de ciencias sociales (LACSO) au Venezuela, Instituto Apoyo au Pérou et Instituto de estudos da religião (ISER) à Rio de Janeiro.

³ Toutes les citations sont des traductions libres de l'auteur.

Le caractère quantitatif du projet n'est pas anodin. Dans la mesure où il correspond au champ d'expertise économétrique de la BID et que l'apparente précision des nombres aide à renforcer l'autorité de l'acteur qui en fait usage (Stone 2002, 176-7), ce projet permet à l'organisation de se mettre en valeur et de se placer comme un acteur crédible en matière de réduction de la violence. En outre, sachant que l'usage des nombres contribue à la mise en évidence des problèmes publics (Stone 2002, 179; Kingdon 2003), la Banque participe à la construction statistique du problème de la violence tout en donnant du poids au cadrage économique qu'elle utilise.

Pour calculer le coût économique de la violence en Amérique latine, l'équipe de chercheurs tient compte des pertes économiques directes et indirectes liées au problème de la violence et aux mesures de contrôle et prévention mises en place pour la réduire (Londoño et Guerrero 1999, 21). Quatre types de coûts sont évalués pour chaque pays : les pertes en santé (le montant des dépenses médicales et les pertes en capital humain via la valeur des années potentielles de vie perdues), les pertes matérielles (les dépenses publiques et privées en sécurité et en justice), les coûts intangibles (les pertes dues à la baisse des investissements, de la productivité et de la consommation, ainsi que les pertes causées par l'absentéisme) et les transferts entre personnes (les pertes de revenus des victimes au profit des délinquants). Sur la base des six pays examinés, l'étude montre que la violence coûte en moyenne 14,2 % du PIB en Amérique latine. Au Pérou, les dépenses et les pertes économiques liées à la violence représentent 5,1 % du PIB; elles atteignent 24,9 % du PIB au Salvador (Londoño et Guerrero 1999, 22). Parce qu'ils sont impressionnants, ces résultats renforcent la pertinence du cadrage économique de l'enjeu de la violence et légitiment l'inscription du problème à l'agenda de la BID. Le président Iglesias confirme justement que ces chiffres ont servi à convaincre ceux qui, en interne notamment, se montraient réticents face à cet élargissement du champ d'action de l'institution (Iglesias 2015).

La BID et les acteurs de la santé publique : une nouvelle alliance

Le cadrage adopté par la Banque interaméricaine de développement favorise le dialogue avec les acteurs de la santé publique déjà engagés dans la prévention de la violence. Ces liens entre la BID et l'OPS se donnent à voir de plusieurs façons. Les deux institutions basées à Washington ont

régulièrement coorganisé ou participé aux mêmes événements (Bobadilla *et al.* 1996; OPS 1997). De plus, les épidémiologistes sont plutôt bien représentés parmi les chercheurs du projet de la BID d'évaluation quantitative des coûts de la violence. La coordination est d'ailleurs confiée à un médecin mexicain expert en santé publique, José Luis Bobadilla. Après le décès de ce dernier au cours de l'année 1996, c'est un autre épidémiologiste, le Colombien Rodrigo Guerrero, qui se retrouve à la tête du projet avec l'économiste Juan Luis Londoño. À cela s'ajoute le nombre non négligeable d'épidémiologistes qui figurent parmi les chercheurs impliqués dans ce projet⁵, et le fait que deux des huit centres universitaires (FUNSALUD et CISALVA) sont même spécialisés en santé publique.

L'alliance de la BID avec les épidémiologistes se manifeste aussi dans le contenu des documents produits par l'institution. Ceux-ci font ressortir une structure narrative semblable au récit d'espoir⁶ déployé par les professionnels de la santé publique pour justifier leur engagement dans la réduction de la violence (Franco 1990; Rosenberg et Mercy 1991; Winett 1998; Keithley et Robinson 2000). Ce discours souligne que la violence, malgré sa complexité, n'est pas une fatalité (Larraín 1996, 132; Iglesias 1999, vi; Buvinic, Alda et Lamas 2005, 8). Elle n'est pas un phénomène « inexplicable » ni même l'« expression d'un comportement individuel purement aléatoire » (Londoño et Guerrero 1999, 41). L'approche épidémiologique apporte selon les experts un « regard optimiste et constructif concernant les possibilités d'application de politiques » (Londoño et Guerrero 1999, 4), contrairement aux visions traditionnelles, à savoir culturaliste, structuraliste et biologique ou physiologique, qui seraient propices à l'inertie au regard de leur supposé déterminisme (Londoño et Guerrero 1999, 4; Buvinic, Morrison et Shifter 1999a, 25; Buvinic 2000, 43). Dans un contexte colombien extrêmement difficile, les expériences municipales de Cali et Bogota, inspirées de l'approche épidémiologique et ayant connu un certain succès, nourrissent en optimisme ce récit d'espoir.

⁵ Seuls l'IUDOP et le CEDE ne comprennent pas d'épidémiologistes.

⁶ Contrairement aux histoires de déclin, de crise ou de construction de la menace qui jouent sur l'anxiété et la peur pour justifier certaines mesures de politique publique, ce type de construction narrative tend à susciter de l'espoir en évoquant la possibilité de reprendre le contrôle sur son destin (Stone 2002, 138-9).

Quand la BID fait la promotion de ces deux expériences, elle contribue à leur certification⁷ comme des pratiques exemplaires et renforce ses liens avec les acteurs de la santé publique. L'expérience de Cali renvoie à l'élaboration et à la mise en œuvre du programme Développement, sécurité et paix (DESEPAZ) durant le mandat de l'épidémiologiste Rodrigo Guerrero (1992-1994). Ce programme repose sur l'utilisation des méthodes de la santé publique pour réduire la violence urbaine (Guerrero 1993, 1996a). Le maire de Cali et initiateur du programme en explique la logique dans les termes suivants :

Pour l'étude de la violence, peut-être que la contribution la plus importante de l'épidémiologie a été le concept de cause et de causalité. Pour commencer, la causalité est toujours interprétée en termes de probabilité. Cela signifie que la seule condition préalable pour qu'un facteur donné soit considéré comme une cause est que la maladie empire quand il est présent (ou décline si le facteur est préventif). En l'absence d'un facteur jugé causal, la maladie peut continuer d'arriver puisqu'il y a habituellement d'autres facteurs qui produisent un effet identique ou très similaire. Cette caractéristique, connue comme la multicausalité, est particulièrement applicable à la violence, où un certain nombre de facteurs produisent un effet très similaire, c'est la raison pour laquelle nous devrions parler des facteurs qui la produisent plutôt que de la cause (Guerrero 1996a, 43).

L'expérience de Bogota, quant à elle, recouvre notamment les mesures mises en place par la première administration d'Antanas Mockus (1995-1997). Bien qu'elle soit animée par une logique différente (Mockus 2002; Martin et Ceballos 2004, 150-3), elle met aussi l'accent sur le caractère multifactoriel de la violence urbaine et emprunte des éléments de l'approche épidémiologique (Martin et Ceballos 2004, 222, 508-9)⁸.

En insistant sur la multiplicité des facteurs de la violence urbaine – et par conséquent sur la dimension multisectorielle de ses solutions –, ces politiques marquent une rupture avec le modèle

répressif et pénal traditionnel. Comme le soulignent les professionnels de la santé publique, la résolution du problème ne peut relever de la seule compétence des institutions policières, judiciaires et pénitentiaires. Ainsi repensé, le problème touche de près au champ d'intervention économique et social de la BID. Dans les deux cas, la priorité est donnée aux mesures préventives préconisées par l'approche de santé publique aux États-Unis et en Amérique latine (Prothrow-Stith 1995; Guerrero 1996a, 46). Si la BID certifie ces pratiques, c'est également parce qu'elle y trouve son compte. D'abord, la prévention permet à la Banque de rester conforme à sa Charte et de ne pas s'aventurer dans des domaines politiquement sensibles. En privilégiant la prévention sur le financement de dispositifs répressifs, non seulement la BID se protège d'éventuelles accusations d'ingérence dans les affaires internes des pays, mais en plus elle évite de se retrouver impliquée dans des cas de violation des droits de la personne (Buvinic, Alda et Lamas 2005, 7-8). Par ailleurs, l'efficacité de la prévention est « attirante pour une institution qui utilise les arguments économiques comme critère principal de la prise de décision » (Buvinic, Alda et Lamas 2005, 7). Cette efficacité des mesures préventives est mise en avant dans des documents de la Banque (Buvinic et Morrison 1999b, 1-2; Buvinic, Morrison et Shifter 1999b, 10, 31, 42; BID 2003). Enfin, la préférence pour la prévention convient aux compétences et à l'expertise de la Banque. Les solutions préventives s'accordent bien avec les projets sociaux de la BID visant à réduire la pauvreté et améliorer la qualité de vie des citoyens de la région (Buvinic, Morrison et Shifter 1999b, 44; Buvinic, Alda et Lamas 2005).

La BID contribue de plusieurs manières à la certification de ces pratiques inspirées de la santé publique et des acteurs qui les portent. En 1998, la BID octroie l'un de ses deux premiers financements en matière de réduction de la violence à la Colombie (BID 1998a, 21; 1998c; Buvinic, Alda et Lamas 2005). Cette aide, catégorisée comme investissement social, comprend un volet national et un volet municipal ciblant spécifiquement les villes de Bogota, Cali et Medellín. Dans les années 1990, c'est l'expérience de Cali qui bénéficie d'une bonne promotion de la part de la BID. Cela n'est évidemment pas sans lien avec une autre forme de certification : l'arrivée à la Banque de l'épidémiologiste Guerrero à l'origine du programme

⁷ La certification consiste en la reconnaissance par un acteur de l'efficacité d'une pratique et de la légitimité des acteurs qui la portent, et elle peut contribuer à la reconfiguration des alliances entre des acteurs (Ancelevici et Jenson 2012, 41).

⁸ Philosophe et mathématicien de formation, Mockus remercie d'ailleurs nommément Guerrero de « [l'avoir] familiarisé avec l'épidémiologie appliquée à la violence et au délit » (Mockus 2004, 24).

DESEPAZ⁹. Cette mise en avant de l'expérience de Cali au sein de la BID finit par s'essouffler lorsque Guerrero quitte Washington. C'est ensuite celle de Bogota qui, aidée par une certaine continuité en dépit des changements d'administration municipale, est privilégiée par la BID (Buvinic, Alda et Lamas 2005, 22 ; Alda et Beliz 2007).

La certification de ces pratiques passe aussi par la reconnaissance dans les documents de la BID du caractère multicausal de la violence et de l'absence d'une solution unique (Buvinic et Morrison 1999a ; Buvinic, Morrison et Shifter 1999b ; Londoño et Guerrero 1999). L'organisation suit en cela les tenants de l'approche de santé publique. Deux notes techniques élaborées par la BID sur les causes de la violence et sur les acteurs et domaines d'intervention pertinents portent justement l'empreinte des épidémiologistes dans la mesure où elles reposent sur le travail de consultants en santé publique ou proches de ce milieu, et font référence à des travaux de chercheuses et chercheurs étasuniens du Centre pour le contrôle et la prévention des maladies (Buvinic et Morrison 1999a, 1999b). Dans le document officiel de prêt financier à la Colombie, les références bibliographiques citées et certains éléments de langage utilisés¹⁰ révèlent des emprunts faits au discours des professionnels de la santé publique (BID 1998c). En soutenant les expériences de Cali et Bogota et en se référant aux travaux des professionnels de la santé publique, la BID reconnaît l'efficacité de ces pratiques et la légitimité des acteurs qui les portent.

Conclusion

As mentioned in the introduction of this text, the Dans un monde social compartimenté en secteurs d'intervention bien structurés autour d'une vision spécifique du problème et d'acteurs légitimes, l'acceptation de l'entrée en jeu de la BID dans le domaine de la violence était loin d'être acquise. Il s'agit là d'un excellent exemple de la façon dont les acteurs doivent justifier leur prise de parole sur des enjeux qui ne relèvent pas *a priori* de leur champ de compétences. S'intéresser à l'inscription du problème

de la violence à l'agenda de la BID revient à retracer l'histoire de la construction par la Banque d'une expertise légitime en la matière. Nous montrons que l'usage stratégique par la BID d'un cadrage économique de la violence, des statistiques et d'une alliance avec les acteurs de la santé publique rend acceptable son nouvel agenda d'action.

Aujourd'hui, l'engagement de la BID en matière de réduction de la violence n'est guère remis en question et l'argument de l'impact économique négatif de la violence reste encore présent au sein de la BID (Aboal, Campanella et Lanzilotta 2013 ; BID 2013 ; Jaitman 2017). Cependant, au milieu des années 2000, la gestion du thème de la violence et du crime au sein de la Banque passe du Bureau de l'économiste-chef et du Département du développement durable à la Division de la capacité institutionnelle de l'État (IFD/ICS). Cette section de la Banque a été créée pour prendre en compte la modernisation de l'État comme nouvel axe de travail de la BID. Une étude centrée sur les années 2005-2017 permettrait donc de voir si cela relève d'un nouveau cadrage de la violence en termes de gouvernance démocratique.

⁹ Dès 1993, Guerrero sillonne l'arène transnationale pour promouvoir DESEPAZ auprès de la Banque mondiale, de l'OPS, de la BID, du Programme des Nations Unies pour le développement et de la Commission économique pour l'Amérique latine (Guerrero 1993; 1994, 1996a, 1996b, 1997, 1998, 1999; Concha-Eastman et al. 1994). Parce qu'il profite de ces forums pour diffuser une pratique par le déploiement et la répétition d'un storytelling, Guerrero répond aux critères du « praticien persuasif » (Montero 2017).

¹⁰ « Facteurs de risque », « problème de santé publique », etc.

Bibliographie

Aboal, Diego, Jorge Campanella et Bibiana Lanzilotta. 2013. *Los costos del crimen en Uruguay (Document de travail IDB-WP-408)*. Washington, D.C. : BID.

Alda, Erik et Gustavo Beliz. 2007. *¿Cuál es la salida? : la agenda inconclusa de la seguridad ciudadana*. Washington, D.C. : BID.

Ancelevici, Marcos et Jane Jenson. 2012. « La standardisation et les mécanismes du transfert transnational. » *Gouvernement et action publique* 1 (1) : 37-58.

Banque Interaméricaine de Développement (BID). 1959. *Accord constitutif de la Banque interaméricaine de développement*. Washington, D.C. : Union Panaméricaine.

———. 1994. *Informe anual 1994*. Washington, D.C.: BID.

———. 1996. *Toward an integrated approach to development: ethics, violence and citizen safety*. Washington D.C. : BID.

———. 1998a. *Annual report 1998*. Washington, D.C.: BID.

———. 1998b. Promoviendo la convivencia ciudadana: un marco de referencia para la acción, organisé à Carthagène des Indes, Colombie, 14 mars 1998.

———. 1998c. *Propuesta de préstamo. Apoyo a la convivencia y seguridad ciudadana CO-0213*. Washington D.C.: BID

———. 2003. *Guidelines for the design of violence reduction projects*. Washington, D.C.: BID.

———. 2012. « Citizen security. Conceptual framework and empirical evidence ». Washington, D.C.: BID.

———. 2013. Seminario sobre los costos del crimen y la violencia en América Latina y el Caribe, organisé à Washington D.C., États-Unis, 24-25 janvier 2013.

Barnett, Michael et Martha Finnemore. 2004. *Rules for the world. International organizations in global politics*. Ithaca : Cornell University Press.

Bobadilla, José Luis, Victor Manuel Cárdenas, Bernardo Couttolenc, Rodrigo Guerrero et Maria Antonia Remenyi. 1996. *Medición de los costos de la violencia. Resultados del taller organizado por la OPS y el BID (11-13 de diciembre 1995)*. Washington, D.C.: OPS.

Boussaguet, Laurie. 2009. « Les “faiseuses” d’agenda. Les militantes féministes et l’émergence

des abus sexuels sur mineurs en Europe » *Revue française de science politique* 59 (2) : 221-46.

Buvinic, Mayra. 2000. « Avances en el estudio de la violencia: el camino recorrido. » Dans J. Sapoznikow, J. Salazar et F. Carrillo, dir. *Convivencia y seguridad: un reto a la gobernabilidad. Trabajos presentados en el foro “Convivencia y seguridad ciudadana”, San Salvador, El Salvador*. Alcalá de Henares: BID, 37-44.

Buvinic, Mayra, Erik Alda et Jorge Lamas. 2005. *Emphasizing prevention in citizen security. The Inter-american development bank’s contribution to reducing violence in Latin America and the Caribbean*. Washington D.C. : BID.

Buvinic, Mayra et Andrew Morrison. 1999a. *Causes of Violence (Technical note 3)*. Washington, D.C. : BID.

———. 1999b. *Violence Prevention (Technical note 5)*. Washington, D.C. : BID.

Buvinic, Mayra, Andrew Morrison et Michael Shifter. 1999a. « La violencia en las Américas: marco de acción » Dans A. Morrison et M. Loreto, dir. *El costo del silencio. Violencia doméstica en las Américas*. Washington D.C. : BID, 3-34.

———. 1999b. *Violence in Latin America and the Caribbean: A framework for action*. Washington, D.C. : BID.

Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico (CEDE). 1998. *La violencia en Colombia. Dimensionamiento y políticas de control (Documento de trabajo R-345)*. Washington, D.C. : BID.

Centro de Investigación en Salud y Violencia (CISALVA). 1998. *Dimensionamiento de la violencia en Colombia (Documento de trabajo R-339)*. Washington, D.C. : BID.

Concha-Eastman, Alberto, Rodrigo Guerrero, Adolfo Álvarez, Germán Cobo, Gustavo De Roux et Alberto Alzate. 1994. « Programa Desarrollo, seguridad y paz (DESEPAZ): Estrategias de la Alcaldía de Cali para enfrentar la inseguridad y la violencia » Dans A. Concha-Eastman, F. Carrión M. et G. Cobo, dir. *Ciudad y Violencias en América Latina*. Quito : Alcaldía de Cali et PGU-ALC, 119-53.

Concha-Eastman, Alberto, Rodrigo Guerrero, Luciana Phebo et Américo Migliónico. 1996. « Vigilancia epidemiológica de homicidios y suicidios. » *Boletín de la oficina sanitaria panamericana* 120 (4): 316-24.

Franco, Saúl. 1990. « Violence: a growing public health problem in the region » *Epidemiological bulletin* 11 (2): 1-7.

Frühling, Hugo. Chercheur et consultant. 2015. Entretien avec l'auteur, à San Juan, Porto Rico, le 28 mai 2015.

Fundación mexicana para la salud, dir. 1998. *Análisis de la magnitud y costos de la violencia en la Ciudad de México (Documento de trabajo R-331)*. Washington, D.C.: BID.

Guerrero, Rodrigo. 1993. « Cali's innovative approach to urban violence » *The Urban Age* 1 (4): 12-3.

———. 1994. « The Colombian Experience » Dans O. Ordenes et H. Vanolli, dir. *Society, violence and health. Memoirs of the Inter-american conference on society, violence and health (16-17 November 1994)* Washington, D.C. : OPS/OMS, 17-8.

———. 1996a. « Epidemiology of violence. The case of Cali, Colombia » Dans BID, dir. *Toward an integrated approach to development: ethics, violence and citizen safety*. Washington D.C.: BID, 43-65.

———. 1996b. Epidemiology of violence. The Colombian Case. Communication présentée au Second annual conference of the World bank for the development of Latin America and the Caribbean, 30 juin-2 juillet 1996, à Bogota.

———. 1997. Prevención de la violencia a través del control de los factores de riesgo. Communication présentée à Reunión El desafío de la violencia criminal urbana, 2-4 mars 1997, à Rio de Janeiro.

———. 1998. « Violencia en las Américas, una amenaza a la integración social ». Santiago du Chili : CEPAL (LC/R.1795, 15 mars 1998).

———. 1999. Programa Desarrollo, Seguridad y Paz (DESEPAZ) de la Ciudad de Cali. Communication présentée à Programas municipales para la prevención y atención de la violencia, 29-30 juillet 1999, à Rio de Janeiro.

Iglesias, Enrique. 1996. « Welcome y the president of the IADB » Dans BID, dir. *Toward an integrated approach to development: ethics, violence and citizen safety*. Washington D.C. : BID, 1-2.

———. 1999. « Prólogo » Dans A. Morrison et M. Loreto, dir. *El costo del silencio. Violencia doméstica en las Américas*. Washington D.C. : BID, v-vii.

———. Ancien président de la BID. 2015. Entretien téléphonique avec l'auteur, le 15 octobre 2015.

Instituto Apoyo. 1998. *La violencia intencional en Lima Metropolitana. Magnitud, impacto económico*

y evaluación de políticas de control (1985-1995) (Documento de trabajo R-332). Washington, D.C. : BID.

Instituto de estudios superiores de administración (IESA) et Laboratorio de ciencias sociales (LACSO). 1999. *La violencia en Venezuela. Dimensionamiento y políticas de control (Documento de trabajo R-373)*. Washington, D.C. : BID.

Instituto de estudos da religião (ISER). 1998. *Magnitude, custos econômicos e políticas de controle da violência no Rio de Janeiro (Documento de trabalho R-347)*. Washington, D.C. : BID.

Instituto universitario de opinión pública (IUDOP). 1998. *La violencia en El Salvador en los años noventa. Magnitud, costos y factores posibilitadores (Documento de trabajo R-338)*. Washington, D.C. : BID.

Jaitman, Laura, dir. 2017. *Los costos del crimen y de la violencia: nueva evidencia y hallazgos en América Latina y el Caribe*. Washington, D.C. : BID.

Keithley, Jane et Fred Robinson. 2000. « Violence as a public health issue » *Policy & Politics* 28 (1): 67-77.

Kingdon, John W. 2003. *Agendas, alternatives, and public policies*. 2^{ème} éd. New York : Longman.

Larraín, Soledad. 1996. « Family violence and the transmission of patterns of social behavior » Dans BID, dir. *Toward an integrated approach to development: ethics, violence and citizen safety*. Washington, D.C. : BID.

Londoño, Juan Luis et Rodrigo Guerrero. 1999. *Violencia en América Latina. Epidemiología y costos (Documento de trabajo R-375)*. Washington, D.C. : BID.

Martin, Gerard et Miguel Ceballos. 2004. *Bogotá: anatomía de una transformación. Políticas de seguridad ciudadana, 1995-2003*. Bogotá: Editorial Pontificia Universidad Javeriana.

Mockus, Antanas. 2002. « La educación para aprender a vivir juntos. Convivencia como armonización de ley, moral y cultura » *Perspectivas* 32 (1): 19-37.

———. 2004. « Prólogo de Antanas Mockus » Dans G. Martin et M. Ceballos, dir. *Bogotá: anatomía de una transformación. Políticas de seguridad ciudadana, 1995-2003*. Bogotá: Editorial Pontificia Universidad Javeriana, 21-4.

Montero, Sergio. 2017. « Persuasive practitioners and the art of simplification. Mobilizing the "Bogotá model" through storytelling » *Novos Estudos* 36 (1): 59-75.

Muller, Pierre. 2005. « Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique. Structures, acteurs et cadres cognitifs » *Revue française de science politique* 55 (1) : 155-87.

Ordenes, Oscar et Héctor Vanolli, dir. 1994. *Society, violence and health. Memoirs of the inter-american conference on society, violence and health (16-17 November 1994)*. Washington, D.C. : OPS/OMS.

Organisation Panaméricaine de la Santé (OPS). 1993. « Violencia y salud (Résolution CD37.19) ». Washington, D.C.: OPS.

———. 1997. *Taller sobre la violencia de los adolescentes y las pandillas ("maras") juveniles*. Washington, D.C.: OPS.

Prothrow-Stith, Deborah. 1995. « The Epidemic of Youth Violence in America: Using Public Health Prevention Strategies to Prevent Violence. » *Journal of Health Care for the Poor and Underserved* 6 (2): 95-101.

Rosenberg, Mark et James Mercy. 1991. « Introduction » Dans M. Rosenberg et M. Fenley, dir. *Violence in America: A public health approach*. Oxford: Oxford University Press, 3-13.

Sapoznikow, Jorge, Juana Salazar et Fernando Carrillo, dir. 2000. *Convivencia y seguridad: un reto a la gobernabilidad. Trabajos presentados en el Foro "Convivencia y seguridad ciudadana", San Salvador, El Salvador*. Alcalá de Henares : BID et Universidad de Alcalá de Henares.

Sherman, Lawrence. 2012. *Desarrollo y evaluación de programas de seguridad ciudadana en América Latina : Protocolo para la prevención del delito a partir de la evidencia*. Washington, D.C. : BID.

Stern, Maria et Joakim Öjendal. 2010. « Mapping the security-development nexus: conflict, complexity, cacophony, convergence? » *Security Dialogue* 41 (1): 5-30.

Stone, Deborah. 2002. *Policy paradox : The art of political decision making*. New York : Norton.

Tussie, Diana. 1995. *The multilateral development banks. The Inter-american development bank*. Vol. 4. Boulder: Lynne Rienner Publishers.

Winett, Liana B. 1998. « Constructing violence as a public health problem » *Public Health Reports* 113 (6): 498-507.

Direction

Nora Nagels, professeure
Université du Québec à Montréal

Julián Durazo Herrmann, professeur
Université du Québec à Montréal

Observatoire des Amériques

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : oda@uqam.ca

Site web : www.ameriques.uqam.ca

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[À la liste de diffusion](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca



Rédaction

Nordin Lazreg, PhD en science politique et chercheur
à l'Université de Montréal.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).